

Assurance-chômage—Loi

● (1720)

M. Rodriguez: C'est exactement où je veux en venir. Ce sont exactement les mêmes personnes qui viendront dire que donner un paiement anticipé aux chômeurs constitue un contre-stimulant au travail.

M. Guay (Saint-Boniface): Vous prêchez au mauvais endroit.

M. Rodriguez: Non, je prêche au bon endroit. Si le gouvernement veut appliquer un programme de restriction, qu'il prouve à ceux qui sont admissibles à des paiements anticipés qu'il est disposé à avaler la même pilule. Oui, présentons un bill qui reporte les augmentations des députés ou qui les annule tout simplement. Vous parlez de restriction. Voilà le genre de restriction que j'aimerais voir de l'autre côté.

Une voix: Silence!

M. Rodriguez: Un député demande le silence.

Des voix: Oh, oh!

M. Epp: Vous devriez plutôt vous expliquer devant les pauvres.

M. Rodriguez: Et vous devriez retourner à votre samovar.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): A l'ordre. Le député voudrait-il bien s'adresser à la présidence?

M. Rodriguez: Quelles sont ces personnes dont on veut restreindre le revenu? Nous avons découvert, au comité, que 70 p. 100 de tous les prestataires de l'assurance-chômage gagnent \$6,000 ou moins par année. Et nous nous en prenons à eux. Plus tôt dans le débat, nous avons vu que le gouvernement veut appliquer des restrictions aux moins fortunés, aux personnes de 65 ans et plus. Oui, c'est à ces gens-là que nous nous en prenons. Nous l'avons fait dans le cas des gagne-petit en réduisant l'allocation prévue pour ceux qui ont une personne à charge. Voilà un bel exploit! Le gouvernement veut imposer des restrictions aux petites gens, aux femmes et aux enfants, aux personnes âgées de 65 ans et plus, et aux pauvres.

Songez à mes électeurs. Le ministre sait de quelle sorte de personnes je parle. Il représente une circonscription du nord de l'Ontario; il sait de quoi je parle. Il connaît le niveau de pauvreté de la région. Dès qu'un travailleur perd son emploi et demande de l'aide à la Commission d'assurance-chômage, il se fait dire qu'il lui faut chercher un emploi activement.

M. Epp: Bravo!

M. Rodriguez: C'est ce qu'il doit faire tout d'abord. Le député assis à ma droite s'est plaint que certaines personnes étaient obligées de quitter leur ferme pour aller chercher du travail en ville.

M. Epp: Qui, moi?

M. Rodriguez: Oui, vous.

M. Epp: Ce n'est pas vrai.

M. Rodriguez: Je le répète, la Commission dit aux intéressés de chercher activement du travail. Comment une personne pauvre peut-elle se déplacer? Comment une personne qui n'a pas d'argent en banque peut-elle attendre encore deux semaines, et à plus forte raison trouver l'ar-

[M. Guay (Saint-Boniface).]

gent nécessaire pour voyager? Comment peut-elle chercher du travail? Le gouvernement veut restreindre le programme de mobilité parce qu'il prétend avoir des moyens limités. Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qui relève du ministre réduit le budget de son programme de mobilité et n'accepte plus que l'on se déplace dans tout le pays. On dit donc aux gagne-petit qui ne sont probablement pas syndiqués, qui ne sont pas protégés par la négociation collective et qui sont au bas de l'échelle des revenus, de chercher activement du travail. Le programme de paiements anticipés doit leur permettre de joindre les deux bouts, mais il faut qu'il soit bien appliqué. Je crains que le ministre et ses mandarins n'aient pas bien lancé leur nouveau programme.

Je me demande combien de personnes de ma circonscription sont au courant du programme de paiements anticipés. Lorsque les chômeurs attendent leur chèque depuis six à huit semaines, ils ont toute la misère du monde à obtenir un chèque de leur bureau local pour ne pas recourir à l'aide sociale. Le programme ne servira à rien s'il n'est pas bien annoncé. Si les gens ne sont pas au courant de ce programme, le gouvernement peut prétendre qu'il n'a pas bien marché. Donc, si l'on doit lancer un programme de paiements anticipés, il faut en informer les chômeurs. Les gagne-petit ont besoin d'un paiement anticipé pour chercher activement du travail. Ce n'est que tout dernièrement que les bureaux d'assurance-chômage locaux ont été autorisés à émettre un chèque aux prestataires dans le besoin. En effet, les problèmes dans ma région sont devenus tellement graves que j'ai dû réunir le directeur régional, le directeur local et le commissaire de l'assurance-chômage dans mon bureau de l'immeuble de la Confédération pour tenter de résoudre certaines difficultés avec lesquelles le bureau local est aux prises. Je veux parler de l'attitude du bureau quand il s'agit de remettre un chèque aux prestataires dans le besoin.

De toute évidence, en période de chômage aigu, il y a peu d'emplois vacants et le besoin de paiements anticipés se fait particulièrement sentir. Ce sont les travailleurs dont le niveau scolaire est le plus bas et sans aptitudes particulières qui seront probablement en chômage, ou qui le resteront le plus longtemps, surtout dans les régions où le taux de chômage est traditionnellement élevé. Ceux qui n'ont aucune spécialité sont les plus difficiles à employer; ce sont donc eux qui resteront le plus longtemps à l'assurance-chômage. Les statistiques du ministre n'ont donc rien de surprenant. Dans l'ensemble, il s'agit de pauvres gens, de personnes qui sont pauvres matériellement et qui manquent de compétences.

Lorsque le programme de paiements anticipés a été adopté en 1971, de 3.8 à 4 p. 100 des travailleurs étaient en chômage. Si les raisons qui ont inspiré ce programme étaient valables alors, elles le sont à plus forte raison aujourd'hui où le chômage s'accroît et où les travailleurs perdent leur emploi à la suite de circonstances indépendantes de leur volonté. Qu'entend-on par «décourager»? On sait que Falconbridge a annoncé qu'elle mettrait à pied 450 ouvriers dans la région de Sudbury. Ceux-ci n'ont pas demandé à être licenciés. Falconbridge a reçu une subvention de l'État, des subventions de recyclage du Centre de Main-d'œuvre du Canada et des subventions à l'expansion régionale pour son usine de Bécancour, au Québec. La compagnie va tout de même licencier environ 450 travailleurs pour le jour de l'an. Je ne vois donc pas ce qu'on entend par stimulants. Je crois que cela dépend de l'angle sous lequel on se place. Si le programme de paiements anticipés était convenablement encouragé et employé, il